
Prévisions économiques printemps 2020 suite à crise du Corona

Le ministère des Finances a publié le 16 avril 2020 ses prévisions de croissance actualisées pour cette année et les années suivantes. Les indicateurs font l'objet d'une forte révision en raison de la prise en compte de l'épidémie de Covid-19 sur l'économie. Dans sa dernière publication, le ministère des Finances prévoit une croissance de -5,5% pour 2020 ; la chute la plus forte est attendue pour le 2ème trimestre, avant une amélioration (encore incertaine) envisagée ensuite.

Toutes les composantes de la croissance sont concernées.

- Une diminution de la consommation privée en lien avec les mesures restrictives mises en place.

Baisse de -4% de la consommation privée (baisse affectant en particulier les services), contre +1% en 2019).

- Forte contraction des investissements : report voire suspension de nombreux projets.

L'investissement privé devrait connaître une chute de -10% en 2020 (-1% en 2019), en lien notamment avec le report de projets d'envergure dans l'industrie forestière et avec le déclin de la construction de logements. Cette dernière devrait cependant prendre fin en 2022.

- Un net recul des exportations qui s'explique par la chute brutale de la demande mondiale.

-6,2% cette année (+7,2% en 2019).

Des conséquences durables à moyen-long terme.

- Les restrictions de l'activité des entreprises, la baisse de la demande globale et la fermeture des frontières impactent fortement le marché du travail.

Taux d'emploi attendu de 71,2% en 2020 (72,5% en 2019) ;

Taux de chômage : 8% (6,7% en 2019).

- Une brusque dégradation des finances publiques.

Déficit public en hausse de 14 Mds € pour atteindre 16,6 Mds (7,2% du PIB) en 2020 ;

Dette publique à 69,1%, en hausse de 10 points de pourcentage par rapport à 2019.

Perspectives de croissance : pas de rebond attendu, mais un retour au niveau de croissance d'avant la crise.

Croissance de 1,3% attendue pour 2021 et 2022, soit un niveau proche de celui d'avant la crise.

➤ L'amplitude de la reprise économique est encore incertaine et dépendra de plusieurs facteurs.

Durée et étendue des mesures de restriction : actuellement, pour chaque mois de restrictions, le PIB diminue entre 1,5 et 2%. Si les restrictions se prolongeaient pendant 6 mois, il est estimé une baisse du PIB de 12% et une hausse de la dette publique de 10%, pour l'année 2020 seulement.

Clause de non-responsabilité - **Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.**
